

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 16 mars 2026

Fait marquant

Le Royaume-Uni publie sa stratégie pour l'acier

Le gouvernement britannique a présenté le 19 mars sa stratégie sectorielle pour l'acier, très attendue par les industriels fortement affectés par la crise mondiale des surcapacités.

Alors que l'industrie britannique ne répond plus qu'à 30% de la demande nationale d'acier, la stratégie annonce la mise en place de mesures de sauvegarde à compter du 1^{er} juillet 2026, avec une diminution de 60% des quotas d'importations exemptés de tarifs douaniers, et des droits de douane portés à 50% sur les importations au-delà du quota – en miroir des mesures de sauvegarde présentées par la Commission européenne en décembre dernier. La stratégie présente également des éléments de soutien à la demande, comme l'introduction de conditionnalités à l'usage de l'acier britannique pour l'obtention de certaines subventions publiques. L'objectif affiché de la stratégie est que la production britannique réponde à 50 % de la demande nationale.

La stratégie vise également à une décarbonation de la production en remplaçant les hauts fourneaux par des fours à arc électrique et en exploitant la ferraille locale (10–11 Mt/an disponibles). Pour ce faire, le gouvernement prévoit notamment de réduire le prix de l'électricité pour ce secteur via le schéma de *British Industry Supercharger* réservé aux industries énérgo-intensives.

Le gouvernement indique un soutien total de 2,5 Mds£ au secteur (semblant inclure des engagements déjà pris pour la transition électrique du site de Tata Steel et la reprise de la gestion de British Steel par l'Etat) et la création d'un fonds de compétences pour la

reconversion des sites. Un groupe de travail interministériel se penchera en outre sur la sécurisation de l'approvisionnement en ferraille, nécessaire à la production d'acier par four à arc électrique.

Si la fédération professionnelle UK Steel a loué « le courage du gouvernement » et sa volonté de « défendre ses industries critiques et la sécurité nationale », l'annonce a également suscité des inquiétudes quant à un possible renchérissement des intrants pour les industries manufacturières en aval de la chaîne de valeur.

Ces mesures s'inscrivent dans un contexte de surcapacités mondiales de production, qui s'explique notamment par la baisse de la demande intérieure chinoise.

Energie-climat

La facture annuelle d'énergie des ménages devrait augmenter de 20 % à compter de juillet du fait de la guerre en Iran

Le cabinet de conseil [Cornwall Insights](#) prévoit que la prochaine révision trimestrielle du *price cap* porterait à 1 973£ le montant de la facture annuelle d'un ménage typique à compter du 1^{er} juillet, contre 1 641£ actuellement, soit une hausse de 20 %. Cette hausse s'expliquerait principalement par la hausse des prix du gaz sur les marchés mondiaux en répercussion de la guerre au Moyen-Orient. L'Ofgem communiquera le chiffre officiel en mai.

Le Royaume-Uni réduit ses financements internationaux pour le climat

En conséquence d'un précédent engagement à réduire à 0,3 % du PNB son budget d'aide publique au développement pour financer une hausse de ses dépenses militaires, la ministre des affaires étrangères, Yvette Cooper, a précisé dans une [déclaration au Parlement](#) les nouvelles priorités de la politique d'aide publique au développement britannique. Même si le climat reste parmi les priorités du gouvernement, la majorité des financements britanniques seront orientés vers les Etats fragiles et l'aide humanitaire.

Les financements internationaux pour le climat devraient s'élever à environ 6 Md£ au cours des 3 prochaines années budgétaires (2026-29), soit 2 Md£ par an. A titre de comparaison, le dernier objectif de finance-climat du gouvernement s'élevait à 11,6 Md£ sur les 5 dernières années, soit 2,3 Md£ par an en moyenne. Le nouvel objectif-climat britannique ne précise pas de ventilation entre atténuation et adaptation, ni d'enveloppe dédiée à la protection des forêts ou à la biodiversité.

Le gouvernement dévoile sa stratégie pour la fusion nucléaire

Avec la publication de cette nouvelle [stratégie](#), le gouvernement revendique être le premier pays à proposer un plan pour le développement d'un cadre de marché pour la fusion nucléaire en vue d'attirer et de soutenir les investissements privés. Elle précise également comment le gouvernement compte dépenser les 2,5 Md£ alloués lors de la *Spending Review* de juin 2025 pour le programme britannique de recherche dans la fusion nucléaire, dont 200 M£ seront notamment dépensés pour la construction d'une centrale à fusion sur le site d'une ancienne centrale à charbon, avec l'ambition d'un début des travaux en 2030 et d'une mise en service d'ici 2045, tandis que 45 M£ financeront le développement d'un super-ordinateur développé en collaboration avec la UK Atomic Energy Agency et l'université de Cambridge..

Environnement

Le gouvernement publie son *Land Use Framework*

Le DEFRA a publié son premier plan d'utilisation des sols ([Land Use Framework](#)). Jusqu'à présent, les sols anglais n'étaient pas gérés de façon cohérente avec les multiples objectifs du gouvernement qui nécessitent du foncier et laissent craindre des arbitrages entre les usages : construction de nouveaux logements, protection de la nature, production d'énergie propre, sécurité alimentaire. A rebours des inquiétudes du grand public, ce document conclut que l'Angleterre dispose de réserves foncières suffisantes pour atteindre l'ensemble de ses objectifs.

Le plan réaffirme notamment l'objectif de soutenir la production agricole en Angleterre d'ici 2050, tout en incitant les agriculteurs à diversifier leurs activités et générer des profits face aux événements

extrêmes et aux chocs de marché. A titre d'exemple, les agriculteurs seront libres d'installer des petites éoliennes sur leurs parcelles sans autorisation administrative préalable.

En outre, une carte interactive sera développée par une nouvelle équipe du DEFRA afin de mettre en relief les différentes priorités foncières du gouvernement. En revanche, le document ne procède à aucun arbitrage, ni ne définit de zonage particulier pour certaines activités.

Industrie

Le Royaume-Uni mobilise son industrie de défense en soutien aux Etats du Golfe

Le Royaume-Uni a annoncé renforcer ses programmes d'achats pour l'industrie des missiles anti-drones dans le contexte de la guerre en Iran. Le ministre en charge de l'industrie de défense, Luke Pollard, et le directeur général de l'armement national britannique Rupert Pearce, ont organisé une rencontre entre des industriels de la défense britannique et des diplomates du Golfe ciblés par l'Iran pour étudier des options permettant d'accélérer la production et la livraison de missiles à ces Etats.

Des missiles LMM (*Lightweight Multirole Missiles*) produits par Thales UK à Belfast (Irlande du Nord) sont par exemple utilisés par l'armée britannique pour repousser les roquettes des milices pro-iraniennes dans le Kurdistan iraquien.

La start-up de drones Cambridge Aerospace en discussion pour lever plusieurs centaines de millions d'euros

Cambridge Aerospace, une start-up britannique lancée en 2024 et spécialisée dans la production de drones intercepteurs, a annoncé tenir des discussions pour lever 200M£ de financements supplémentaires, ce qui porterait sa valorisation à plus d'1Md£.

La force de la technologie de l'entreprise réside dans ses faibles coûts, qui permettrait de réduire l'asymétrie économique des combats. La guerre en Iran a en effet mis en lumière le coût très

élevés des missiles américains Patriot par rapport aux drones iraniens Shahed.

Transport

Franchissement d'une étape clé pour l'établissement d'une liaison en ferry entre Dunkerque et l'Ecosse

Le gouvernement britannique s'est engagé à financer à hauteur de 3 M£ la modernisation des infrastructures de contrôle à la frontière dans le port de Rosyth, en Ecosse. Cet investissement est un préalable clé à l'établissement d'une nouvelle liaison en ferry pour le fret et les passagers entre Dunkerque et l'Ecosse, qui serait assurée par DFDS et pourrait ouvrir dès début 2027.

British Airways suspend plusieurs vols vers le Moyen-Orient jusqu'à fin mai

La compagnie aérienne britannique British Airways a annoncé suspendre plusieurs vols vers le Moyen-Orient. Les vols vers Dubai, Amman, Bahrein et Tel Aviv sont suspendus jusqu'au 31 mai, ceux vers Doha jusqu'à fin avril, et ceux vers Abu Dhabi jusqu'à une date non précisée. Il s'agit de l'annulation la plus longue annoncée par une compagnie aérienne depuis le début du conflit.

Trenitalia annonce l'ouverture d'un dépôt de maintenance en région parisienne dans le cadre de son projet de liaison ferroviaire vers Londres

Le groupe FS Italiane, maison mère de Trenitalia, a annoncé avoir signé un contrat de 35 ans avec SNCF Réseau pour la création d'un dépôt de maintenance à Maison-Alfort, en région parisienne. Le groupe a indiqué que cet investissement de 80M€ serait opérationnel en 2029 et appuierait notamment le développement de Trenitalia sur la liaison transmanche Paris-Londres. Trenitalia a annoncé souhaiter mettre en place des services réguliers pour Londres dès 2029.

En octobre 2025, le régulateur ferroviaire britannique avait octroyé à Virgin Trains un accès au dépôt de Temple Mills International utilisé par Eurostar pour la maintenance des trains transmanche. La

candidature de Trenitalia pour l'accès à cette infrastructure n'avait pas été retenue.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr